

DE LA  
**FRANÇAFRIQUE**  
À LA **MAFIAFRIQUE** CONFÉRENCE  
DE ANDRÉ FINE,  
SAMUËL FOUTOYET

## Retranscription

de la conférence du 24 octobre 2007  
organisée à Sciences-Po Grenoble  
par l'association Survie Isère et le Centre d'Informations Inter-Peuples



[www.survie-isere.org](http://www.survie-isere.org)

## INTRODUCTION

Guerres civiles, dictatures, pauvreté, analphabétisme, malnutrition... La situation catastrophique de l'Afrique francophone soulève de nombreuses questions. Pourquoi tant de misère dans des pays si riches en matières premières ? A qui profite l'argent du pétrole, de l'uranium, du diamant, du bois, des minerais ? Comment expliquer la présence permanente de l'armée française dans ses anciennes colonies ? Pour quelles raisons le gouvernement français reçoit-il régulièrement, avec tous les honneurs de la République, des dirigeants africains parvenus au pouvoir par des coups d'Etat ou des élections truquées ?

Nous allons tenter de répondre à ces questions en présentant le concept de *Françafrique* et de *Mafiafrique*.

## INTERVENTION DE ANDRE FINE

président de l'association Survie Isère

Bonsoir,

Si le terme de Françafrique a maintenant fait florès dans les médias, c'est l'association Survie qui en a décortiqué puis vulgarisé les mécanismes.

### La Françafrique

L'**origine** du phénomène remonte aux indépendances africaines, au tout début des années 60. A cette époque le général de Gaulle fait d'une pierre trois coups : il va au devant des vellétés d'indépendance qui s'exprimaient de plus en plus chez les élites africaines, épargnant ainsi à la France les coûteuses guerres qu'elle n'a pu éviter en Indochine et en Algérie ; il amène au conseil de sécurité de l'ONU une bonne trentaine de votes africains dans le camp occidental en pleine guerre froide ; et enfin il va organiser l'exploitation des matières premières africaines dont la France est dépourvue, à commencer par le pétrole.

La **méthode** choisie est l'instauration de relations fusionnelles entre la présidence française et les dirigeants africains que la France a largement contribué à mettre en place. On dira que la France instaure des relations patrimoniales avec « son » pré carré de pays africains tandis que les chefs d'Etat africains vont instaurer des relations patrimoniales entre eux et « leurs » peuples, entre eux et « leurs » richesses.

Les **outils** de la françafrique peuvent se résumer au schéma d'un triangle équilatéral, avec la lettre « E » à chacun des trois sommets. Le premier E désigne l'Elysée où, depuis de Gaulle, une « cellule » gère la françafrique : mise en place des premiers dirigeants et pilotages des changements éventuels, organisation des accolades bruyantes et incestueuses sur le perron de l'Elysée ou lors des sommets Afrique/France, décisions d'interventions militaires en Afrique, etc. Le deuxième E désigne l'Etat Major français mais aussi les différents services de renseignements, qui seront aux premières loges pour « protéger » les dirigeants africains soit par des accords de défense soit en formant leurs armées, leurs polices et autres services secrets. Le troisième E désigne les entreprises françaises, au premier rang desquelles figure Elf.

La caractéristique essentielle de ce triangle de la françafrique est qu'il échappe dans les faits à tout contrôle démocratique : les trois E font la loi en Afrique sans avis ni contrôle des parlementaires français. Au sein de ce système fermé, le personnel tourne d'un E à l'autre, comme on peut le voir avec les parcours de M.Roussin, de M.Robert, ou des « monsieur Afrique » des grandes sociétés.

Ce triangle des trois E est par ailleurs complété par deux structures qui vont conforter la dépendance économique de l'Afrique : d'une part la création des deux zones franc (celle de l'Afrique de l'ouest et celle de l'Afrique centrale), dont la règle principale stipule que c'est le Trésor français qui tient les écritures des Trésors africains, et d'autre part la Coface, organisme de garantie de prêts à l'export, qui va jouer un rôle efficace dans l'asphyxie de l'Afrique par la dette en lui prêtant largement des sommes gagées sur ses richesses .

## La Françafrique en Afrique

Les conséquences de cette politique africaine de la France ont été considérables depuis les années 60 :

**En matière politique** on pourrait parler longuement de l'implication française dans l'élimination des chefs d'Etat prônant trop fort l'indépendance africaine, la coopération régionale ou la sortie de la zone franc, comme les assassinats d'Olympio du Togo ou de Sankara du Burkina Faso ; il y a le soutien indéfectible de la France aux pires régimes en place ; on pense aux silences de Chirac devant les répressions sanglantes d'Eyadéma au Togo en 1993, 1998, 2003 et 2005, allant jusqu'à désavouer publiquement les rapports pourtant précis d'Amnesty sur les atrocités commises. On pense aussi à la honte de la complicité française dans la version « suicide » du juge Borrel assassiné en 1995 à Djibouti, sans doute sur ordre des plus hautes autorités locales. C'est également l'approbation et même l'implication française dans toute une série d'élections truquées au Cameroun, Gabon, Congo, Tchad, Togo, Burkina, etc. et dont nous connaissons bien la méthode pour les avoir longuement décrites: en amont des élections c'est le bidouillage des constitutions ou des codes électoraux ( C.Debbash, professeur de droit constitutionnel à Aix en Provence est le conseiller très spécial de gouvernements africains en la matière), c'est également la constitution ad hoc des circonscriptions et des listes électorales, et la remise sélective des cartes aux électeurs. Le jour du vote c'est la pression physique sur les électeurs (trois de mes amis togolais partis le jour d'un vote avec des bulletins blancs dans leurs poches sont revenus après avoir voté tous les trois Eyadéma !) mais aussi la tristement fameuse «centralisation des votes» à la présidence: au même scrutin ci-dessus, un prêtre togolais m'a assuré de l'existence de bulletins hostiles à Eyadéma (en tous cas au moins le sien !!) dans son village mais celui-ci a été décrété avoir voté à 100% pour le président. Enfin le lendemain du vote c'est le traditionnel et chaleureux message de félicitations du président français, quel qu'il soit, message largement relayé dans les médias officiels locaux...

Et que dire, enfin, toujours sur le plan politique, de l'immense espoir créé en Afrique par le discours de La Baule en 1990, où Mitterrand appelait au rejet du système françafricain et plaidait en faveur d'une vraie démocratisation ? Dans les mois qui ont suivi, une dizaine de pays africains ont alors donné une leçon d'innovation politique au monde entier en organisant des « conférences nationales souveraines » où tout le monde avait droit à la parole et où les présidents en place étaient sommés de venir s'expliquer puis conviés à partager ou modifier leur pouvoir... Hélas, la grande chape en béton de la françafrique est retombée sur tous ces peuples en marche...En guise de démonstration de cette françafrique qui perdure, lisons le titre de la récente convention signée avec le Gabon, dont le but est de « faciliter la montée en puissance de la gendarmerie mobile pour prévenir tout trouble à l'ordre public qui pourrait survenir à court ou à moyen terme » !!

Rompez, il n'y a plus rien à voir ...

**En matière de défense**, ce sont 8 accords de défense et 23 accords militaires techniques (AMT) qui verrouillent la françafrique depuis les années 60. Au minimum, ils impliquent l'envoi de conseillers français à la présidence, aux armées, à la police et aux services secrets africains ; ils prévoient également le pré positionnement de 7000 soldats français au Sénégal, en Côte d'Ivoire, au Gabon, à Djibouti, au Tchad ( organisation qui sera bientôt remplacée par trois forts Etat Majors à Dakar, Libreville et Djibouti) ; ils prévoient aussi le cadre des interventions musclées et armées, comme au Tchad où nos mirages ont sauvé deux fois en 2006 le régime de Deby, en RCA où l'armée française tient toujours l'aéroport de Buraou au Nord, au Rwanda où des armes lourdes et des soldats français ont soutenu le régime génocidaire jusqu'à sa déroute...Ils organisent enfin le Commandement des Opérations Spéciales (COS), troupes d'élites mises à la disposition de la présidence française hors hiérarchie normale. Et tous ces accords sont confidentiels voire secrets, et sans contrôle parlementaire ! (songeons à Tony Blair qui a dû batailler ferme aux Communes pour envoyer 3000 soldats en Irak !)

**En matière d'exploitation des matières premières africaines**, on retiendra trois exemples : sur le pétrole, rappelons la courageuse action de la juge Eva Joly qui a permis de mettre sur la place publique des faits que nous dénonçons depuis longtemps : les fausses déclarations faites par Elf sur les quantités et sur les qualités de brut extraites (notamment pour les champs offshore du Congo), le système des « abonnements » qui permettait de soustraire 40cts/baril aux factures pour les verser sur des comptes particuliers en Suisse ou au Luxembourg, et les fameuses caisses noires (150 millions d'euros par an) qui passaient en commissions occultes aux autorités africaines et en rétro commissions pour arrosages politiques en France.

Sur l'uranium, je me contenterais d'une anecdote. Il m'a été donné d'assister à la toute première remise de dette d'un pays du Nord à un pays du Sud : en 1975 le président Giscard est venu lui-même à Niamey pour remettre 500 millions de FCFA de dettes au Niger, et voilà que quelques semaines plus tard la France publiait la composition très franco-française du premier conseil d'administration de la Somair (société d'exploitation de l'uranium nigérien), au sein duquel figurait un certain Olivier Giscard d'Estaing. C'est la logique du refrain bien connu : « mutualisons les pertes mais privatisons les bénéfices » !

Enfin concernant l'exploitation du bois en Afrique je renvoie à la lecture du «dossier noir n° 17 »qui raconte dans le détail les sessions d'adjudication de concessions au Cameroun en 2000 et en 2001, qui étaient du reste les premières adjudications après la réforme profonde de la loi forestière et des procédures d'adjudication camerounaises pilotée par la Banque Mondiale. Malgré cette sérieuse remise en ordre, les sociétés du clan présidentiel Biya et surtout les sociétés Bolloré, Thanry, Rougier, Pallisco et Koury, se sont taillées la part du lion dans des circonstances plus que louches : ici c'est Thanry qui obtient quatre fois le maximum légal, là c'est une filiale de Rougier qui bat de justesse... une filiale de Rougier !, là encore c'est Bolloré qui obtient des concessions dont il est le seul offerant au prix plancher... Dans ces trois exemples c'est corruption contre quasi monopole d'exploitation.

## Le bilan de quarante cinq années de françafrique

Les conséquences d'une dépendance politique, militaire, économique et financière des pays anciennement colonisés par la France sont le pillage des ressources, la corruption des élites, et donc l'impossibilité de conduire une vraie politique de développement en Afrique. J'insisterai sur trois aspects de cette déconfiture :

D'abord le maintien de nombreuses **dictatures sans espoir** pour les peuples. Les clans au pouvoir confondent, avec la bénédiction de la France, sphère privée et sphère publique, cette dernière se réduisant souvent à d'énormes frais pour se maintenir au pouvoir : milices présidentielles, armée, police, services de renseignement. Dans ces pays, l'opposition est achetée, emprisonnée ou exilée, et la société civile est brimée, maltraitée, ridiculisée. Si l'on se réfère à Braudel qui décrivait les sociétés développées sous la forme d'un ballon de rugby, ces sociétés africaines figées auraient plutôt la forme d'un sablier, avec un étage supérieur enflé par le clan au pouvoir et une base nombreuse mais réduite au silence ; quant à l'étage intermédiaire sensé être le large étage d'une société civile dynamique, il se trouve réduit au maigre cou du sablier. Comi Toulabor, un ami chercheur au CNRS, disait : « on peut toujours démocratiser un Etat autoritaire, mais démocratiser une bande relève de l'inconscience et de la gageure »

Dans le même temps, on assiste dans ces pays à une inexorable **régression des biens publics**. Si en France on ne s'étonne pas que 50% de notre PIB aille au financement d'infrastructures et de services publics, le citoyen d'une dictature voit l'éducation et la santé régresser, et les droits fondamentaux disparaître.

Le résultat final est le constat amer de la **pauvreté d'Etats pourtant riches**. Le Congo riche et peu peuplé est devenu un PPT (pays pauvre très endetté), et son classement à l'indice de développement humain (idh) de l'ONU est 171/175 ; le Gabon, encore plus riche et encore moins peuplé, est classé 124/177 et sa dette est constamment rééchelonnée (en 2003, son 8<sup>ème</sup> rééchelonnement s'élevait à 55 millions d'euros, et au total ce sont 858 Me qui étaient en cours de rééchelonnement) ; l'Angola future « Arabie » du pétrole, est classé 146/177 ; le Niger 4<sup>ème</sup> producteur d'uranium est dernier au classement idh, etc...Voilà la situation navrante créée par plus de quarante années de françafrique

### Les changements actuels majeurs

Ce qui change maintenant, sur le continent africain comme ailleurs, c'est l'accélération de la mondialisation depuis une quinzaine d'années. Mais si la mondialisation est vue par certains comme un jeu à somme positive, nous allons voir que dans une Afrique à la fois riche et fragile c'est une économie à tendance mafieuse qui va s'accélération. Nous retiendrons ce soir quatre traits majeurs d'une mondialisation qui pourrait s'avérer fatale à ce continent.

D'abord la **dérégulation financière**, qui a été la plus rapide à se mondialiser : des sommes colossales traversent la planète à la vitesse des clics électroniques, à la recherche des opportunités de placement les plus rentables. Cela veut dire que l'argent devient très volatil, qu'il peut affluer très vite quelque part mais qu'il repartira aussi vite si la conjoncture ne lui plaît pas. Pour le Sud, deux conséquences sont redoutables : d'une part l'argent peut provoquer ou aggraver les bulles spéculatives ou les crises financières (comme en Thaïlande), et d'autre part les investisseurs ne vont s'intéresser qu'aux placements les plus rentables : les télécommunications, l'immobilier, les banques et assurances, aux dépens des secteurs productifs qui assureraient un vrai développement mais qui sont moins rémunérateurs.

Ensuite il faut dénoncer la mise en place d'une **gouvernance mondiale non démocratique** et inégalitaire, qui va imposer le modèle de développement des plus forts : l'assemblée générale de l'ONU est soumise au conseil de sécurité, le FMI est encore sous le pouvoir des puissants et de l'argent, le club de Paris gère la dette africaine sans regarder si cette dette est légale ou à quoi elle a servi. Quant au G7 et à l'OMC, ils imposent partout la mise en place du libre échange et le démantèlement de toutes les régulations passées : pour l'Afrique cela a signifié la suppression des accords internationaux qui régulaient les filières café, cacao, sucre, etc..., la fin des quotas d'importation de produits que l'Union européenne accordaient aux Etats ACP (Afrique/Caraïbes/Pacifique), ou l'abandon du mécanisme du Stabex par lequel l'UE amortissait les variations erratiques des recettes d'exportation des pays ACP, etc,etc,....sans compter le scandale du coton où 3000 planteurs américains éliminent du marché, grâce aux subventions qu'ils reçoivent, des centaines de milliers de cotonculteurs africains.

Non démocratique, la **gouvernance mondiale manifeste aussi d'inquiétantes faiblesses**, parmi lesquelles j'insisterai sur deux phénomènes aux conséquences dramatiques :

C'est d'abord la montée en puissance de quelques **70 paradis fiscaux et judiciaires**, dont le pouvoir de nuisance est largement sous estimée dans l'opinion. Il faut savoir qu'aujourd'hui la moitié de l'argent offshore transite par ces places financières douteuses, et que les îles Caïmans sont devenues la 5<sup>ème</sup> place financière du monde en termes d'actifs déposés, après Hong Kong, New York, Londres et Tokyo, et donc avant Paris et Francfort . Ces places proposent d'abord une **fiscalité très faible** pour les non résidents, particuliers et entreprises, ce qui permet l'évasion fiscale à grande échelle pour les fortunes et, pour les entreprises, les très importantes opérations de sous ou surfacturation pour échapper à l'impôt... Cette fuite fiscale entraîne un énorme manque à gagner pour les budgets publics (évalué à 60 milliards de dollars par an pour les pays en développement) et donc une régression à terme des biens et services publics. D'autre part, 40% des actifs placés

dans les paradis fiscaux et judiciaires viennent également y chercher la **confidentialité** et le **secret** des opérations grâce à l'anonymat des structures écrans, ce qui entraîne de facto une croissance exponentielle de la corruption et de la criminalité à travers le monde.

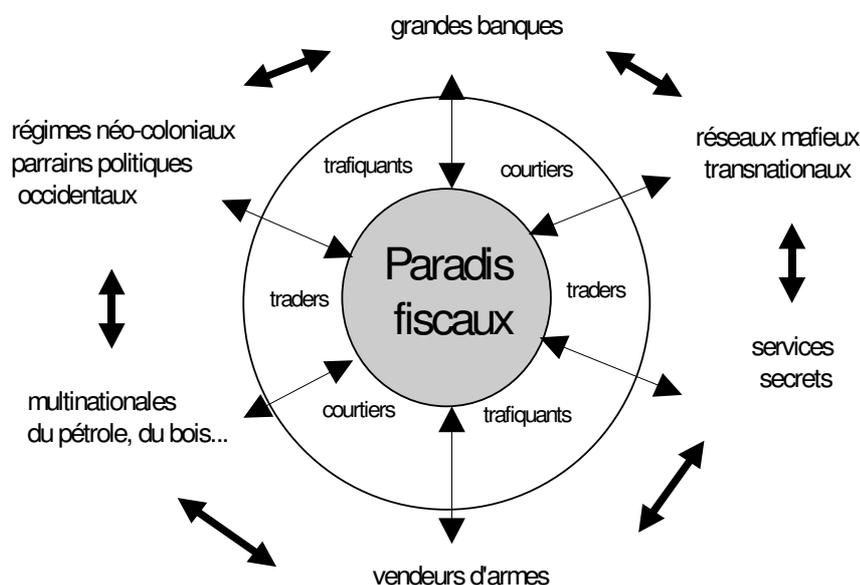
Autre faiblesse de la gouvernance mondiale que je voudrais souligner, son **incapacité à réduire le nombre et l'intensité des conflits armés**. D'abord les tentatives de contrôle des armements ont échoué. En 2006 à l'ONU, si 153 Etats sur 183 ont voté pour un traité de non prolifération, 24 pays ont préféré s'abstenir, et 6 pays ont voté contre : Iran/Israël, Inde/Pakistan, Cuba et surtout les USA. Ensuite, on assiste à une expansion massive du **mercénariat**, grâce aux très bons salaires proposés aux volontaires de tous acabits pour former ou renforcer les milices, escadrons de la mort, commandos, gardes présidentielles et autres troupes d'élite à travers le monde. Ces mercenaires/soldats, ou parfois même ces soldats devenus mercenaires, remplissent toutes fonctions auprès de qui les payent. Enfin, la période récente voit la prolifération des **sociétés militaires privées (SMP)** qui vont faire vite oublier les moyenâgeux chiens de guerre à la Bob Denard : Ces SMP ont pignon sur rue et sont parfois cotées en bourse, elles réalisent 50 milliards de dollars de chiffre d'affaires (1,5 milliard en France) et elles salarient déjà 2 millions de personnes dans le monde. L'Irak constitue d'ailleurs un véritable boom pour cette nouvelle industrie car les 70000 salariés de SMP qui y sont présents effectuent des missions de stratèges, pilotes d'avion, espions, gardes rapprochées, soldats, policiers, etc..., et constituent la deuxième force présente dans ce pays après l'armée américaine.

Dernier aspect nouveau et important dans la conjoncture africaine d'aujourd'hui, la **course aux matières premières** devient effrénée. La France se bat pour conserver son pré carré, les USA multiplient les accords bilatéraux pour placer ses produits et ses conseillers en échange de pétrole ou d'uranium et la Chine, encore moins regardante que la France sur la nature des régimes africains, met beaucoup d'argent sur la table (et dessous ??) pour emporter les précieuses matières premières dont elle a besoin.

### Le schéma de l'économie mafieuse

Sous les coups de boutoir de cette mondialisation douteuse, un pays développé et démocratique va se mobiliser pour tenter de se donner les moyens d'un développement maîtrisé. Dans un pays africain riche mais sous le joug d'un clan, le risque est grand qu'une économie mafieuse s'empare des richesses, expédiant les produits au Nord et l'argent dans les poches du clan au pouvoir au Sud après avoir copieusement rémunéré les intermédiaires de ce nouveau pillage. Si la françafrique apparaissait comme des activités occultes menées par les structures officielles du triangle des trois E (Elysée/Etat major/Entreprises), l'économie mafieuse peut se schématiser sous la forme d'une **lessiveuse** où les piliers ne sont plus des structures officielles de la République mais sont d'une part les intermédiaires monteurs d'affaires et d'autre part les paradis fiscaux et judiciaires.

Sur le pourtour extérieur du tambour de la lessiveuse, les structures visibles et légales : banques, entreprises, individus. Au centre du tambour, l'argent. Il peut être blanc, gris ou noir mais dans les deux derniers cas il est blanchi grâce aux paradis fiscaux situés aussi au centre du tambour. Entre les deux parois du tambour : les intermédiaires. Ce sont eux qui montent les affaires pour le compte des structures visibles ; ils ont toujours un pied dans les paradis fiscaux et un pied à la recherche d'affaires ; ils coûtent cher mais ils sont devenus indispensables ; ils connaissent les réseaux internationaux de ventes d'armes, de la drogue, du commerce illicite, de la corruption, du recel ; ils sont entourés de spécialistes du droit, de la fiscalité, et de conseillers financiers habiles ; ils sont capables de créer rapidement un petit commando international pour réaliser une affaire avant de disparaître pour monter une autre affaire ... **Les intermédiaires et les paradis fiscaux sont les deux mamelles de l'économie pirate.**



## L'Angolagate, affaire emblématique de la Mafiafrique

De 1993 à 2000, des intermédiaires montent une affaire de vente d'armes à l'Angola, alors en pleine guerre civile, pour un montant total de 800 millions de dollars. Les armes viennent de l'ancien empire soviétique via l'Ukraine, les intermédiaires français ouvrent les portes des parties en conflit en Angola, d'importantes commissions sont versées en Suisse et dans d'autres paradis fiscaux, puis le réseau se disperse. Telles sont les caractéristiques de l'économie mafieuse moderne : un réseau international compétent et très volatil, des affaires à forte rémunération et des transactions financières dans les paradis fiscaux. Dans l'angolagate c'est la justice qui va patiemment tirer les fils de l'affaire en menant une instruction pendant cinq ans de 2000 à 2005. Le parquet a pris la relève et, après 22 mois supplémentaires d'enquête, a recommandé la traduction en justice de plusieurs intermédiaires ( Falcone, Gaydamac) pour commerce illicite d'armes et abus de biens sociaux, et d'une quarantaine d'autres personnes du monde de la politique (Pasqua, Attali), de l'administration (Marchiani, ancien préfet), de la littérature ou du show biz, pour complicité. Le procès devrait s'ouvrir à Paris à l'automne 2008.

La mafiafrique a ceci de particulier qu'elle ne peut pas se décrire facilement car elle est par définition volatile et cachée. Il faut la découvrir soit dans les rapports des quelques structures de gouvernance qui se préoccupent encore d'intérêt général et de solidarité humaine comme l'ONU, soit auprès des ONG de la société civile, soit enfin auprès de la justice qui avec courage et ténacité arrive à élucider quelques affaires de la françafrique (ELF) ou maintenant de la mafiafrique (angolagate).

## La déstabilisation de l'Afrique dans les conflits armés

L'Afrique est d'abord déstabilisée, et dans la multiplication des conflits armés le Nord fournit à profusion l'argent, les intermédiaires, les mercenaires et les armes, tout cela étant rémunéré au comptant ou au futur par le riche sous-sol du continent.

De 1990 à 2000, le **coût cumulé des conflits** en Afrique s'est élevé à 284 Milliards de dollars, soit le total de l'aide publique au développement (APD), hors remises de dettes, pendant la même période. Hier c'était l'Angola, la RDC, la Casamance, le Congo, le Sierra Leone, le Libéria, qui s'enflammaient..., aujourd'hui c'est le Darfour, le Tchad, la RCA, la RDC encore, le Cabinda, la Côte d'Ivoire, etc.

Dans ce contexte, les sociétés militaires privées n'ont pas tardé à se mettre sur les rangs. Citons la **SMP de Robert Montoya**, qui a son siège à Lomé (dans un Togo en pleine régression économique et sociale) mais dont l'argent est prudemment géré à Gibraltar, paradis fiscal et judiciaire le plus proche. Cette société emploie 2500 personnes dans 7 pays africains. L'ONU soupçonne cette SMP d'avoir vendu à la Côte d'Ivoire les deux avions Soukoï ayant tué les neuf soldats français à Bouaké, fourni puis exfiltré les deux pilotes ayant mené l'attaque, et enfin reconstitué l'arsenal ivoirien après l'embargo décrété le 15/11/04 par le Conseil de Sécurité.

Plus grave encore, lorsque est prouvée l'**implication directe dans les conflits, des compagnies privées** chargées de l'exploitation des matières premières. On savait déjà que ELF avait alimenté les guerres civiles au Congo et en Angola, et même les deux parties en conflit. Mais un récent rapport de l'ONU prouve que de 1997 à 2002 des sociétés multinationales du diamant et du bois (dont certaines françaises) ont alimenté, via des sociétés écrans, les pires guerres civiles qu'a connues l'Afrique au Sierra Leone (75000 morts) et au Libéria (250000 morts). A ce jour, seul un dirigeant néerlandais a été condamné pour avoir versé plusieurs millions de dollars à Charles Taylor du Libéria en violation de l'embargo, cet embargo ayant été enfin voté par le Conseil de Sécurité après plusieurs veto de la France trop intéressée à poursuivre son exploitation du bois libérien.

Citons enfin le peu de cas que font parfois des droits de l'homme les compagnies minières. L'ONG américaine Alien Tort Claims Act (ATCA) a déjà épinglé :

- En 2004: Anvil Mining Ld pour avoir fourni véhicules, avions, rations, chauffeurs, salaires et soldats à l'armée congolaise pour mater une révolte,
- En 2005 Total en Birmanie, qui a déjà versé des compensations pour éviter un procès,
- En 2006 Unocal, toujours en Birmanie, qui a versé 30 millions de dollars pour mettre fin à un procès pour complicité de travail forcé, de viols et de meurtres commis par l'armée birmane le long d'un pipe line.

## Les sociétés écrans détournant l'argent de l'exploitation minière

Du temps de la françafrique, une comptabilité parallèle permettait à Elf de verser commissions et bonus via ses comptes offshore. On connaît cependant un cas de figure un peu plus sophistiqué que la société avait monté. Il s'agit de sa filiale Coraf au Congo, qui exploitait un pétrole d'une qualité spéciale intéressant les Etats Unis. Le brut partait bien aux USA mais la comptabilité, et donc les bénéfices, étaient gérés par une société basée à Jersey, et qui reversait ces bénéfices d'une part à Elf et d'autre part à des personnes privées dont on ne connaît pas encore l'identité. Mais le système a pris beaucoup d'ampleur et s'est perfectionné aujourd'hui. Dans le **rapport Lutundula** commandité par l'ONU et publié en juin 2006, l'auteur décrit le mode d'exploitation de plusieurs mines de la RDC. Une mine étant tenue par un seigneur de guerre ou une

mafia sous couvert d'une société locale, la compagnie multinationale chargée de l'exploitation va créer avec cette société locale une autre société écran dans un paradis fiscal et judiciaire qui va gérer la comptabilité et la répartition des bénéfices à l'abri des regards, de la réglementation et du fisc. Sont étudiées notamment dans ce rapport l'association MIBA/Emaxon (Canada) logée à Panama, et l'association Gecamines/gold and forest (Belgique) logée aux Iles Vierges !

Au **Cameroun**, l'avenir du pays est semble-t-il dans l'aluminium. Deux permis exclusifs d'extraction de bauxite viennent d'être attribués, qui vont nécessiter cinq milliards de dollars d'investissement dans les deux prochaines années. A quelle grande multinationale ont été confiés ces permis ? à HYDRONINE Inc, société de droit américain, créée en 2004 seulement donc sans aucune expérience industrielle, immatriculée au Delaware (principal paradis fiscal américain), dont l'objet n'est pas précisé dans les documents, dont le siège social est une boîte à lettres à New York, et qui est dirigée par Peter Brigger, gérant occulte de la fortune du président Paul Biya du Cameroun, et résident principalement en Suisse où il est agent immobilier... !

Enfin faut-t-il parler encore de Trafigura avec l'affaire des déchets d'Abidjan (10 morts et 40000 consultations), affaire typique de la mafiafrrique où les paradis fiscaux et judiciaires vont assurer l'enrichissement et sans doute l'impunité des « intermédiaires/monteurs » de cette triste affaire ? Résumons seulement : le Probo Koala, bateau russe immatriculé au Panama vient livrer à la société ivoirienne Tommy une cargaison d'hydrogène sulfuré, de mercaptan et de soude sur l'ordre de Puma, société basée en Floride mais immatriculée aux Bahamas et dont l'actionnaire unique est Trafigura qui émarge en Suisse et à Londres et qui a été fondée par le fameux duo d'intermédiaires de haut vol Maugein/Rich !

## Le pétrole pirate

Mais la matière première reine demeure encore le pétrole, et c'est là que la mafiafrrique va porter ses efforts. Il y a d'abord au sein du consortium de sociétés pétrolières adjudicataires d'un gisement les **Accords de Partage de Production (APP)**, aux termes desquels 50% des recettes vont à la société qui gèrera le gisement et 50% seront répartis entre les membres du consortium selon leurs pourcentages respectifs dans le consortium. Mais à côté de cette procédure normale il est prévu le versement de **bonus forfaitaires**, sensés éviter les abus connus des abonnements dont nous avons parlé tout à l'heure. Mais ces bonus ont littéralement explosé, passant de 2000dollars/km<sup>2</sup> en 1990 à 75000dollars/km<sup>2</sup> en 2000, c'est-à-dire que pour une taille moyenne de concession c'est maintenant 375 millions de dollars qui s'évaporent à chaque adjudication d'un gisement, sous forme de chèques à l'intention de personnes privées, et déposés principalement sur des comptes très spéciaux appelés Anstalts, au Lichtenstein.

Il faut parler ensuite des **sociétés pétrolières locales**. On pouvait à priori se réjouir qu'un Etat crée sa propre structure de production face ou en partenariat avec les multinationales. Hélas, ces sociétés (SNPC au Congo ou Sonargol en Angola) semblent plus intéressées par d'autres types d'activités. Partenaires des majors, elle leur fait signer des accords de confidentialité drastiques qui interdisent aux partenaires de communiquer sur les clauses des accords commerciaux ou sur les sommes versées aux Etats, sous peine de rupture de contrat. D'autre part elles reçoivent l'argent du consortium pour le compte de leurs gouvernements mais une grande part n'est pas restituée aux budgets nationaux. Enfin, même quand leurs gouvernements sont sous l'œil sourcilieux du FMI, ces sociétés vont continuer à emprunter à l'étranger, pour des motifs ou des objets les plus contestables, des sommes qui ne posent aucun problème aux bailleurs puisque ces prêts sont gagés sur le pétrole futur.

Bien sûr il faut absolument évoquer l'arrivée d'exploitants d'un nouveau type, en réalité des **pseudo exploitants** qui ne sont autres que ces mêmes intermédiaires/monteurs d'affaires, et qui s'insinuent à présent dans les consortium d'exploitation pétrolière. De gré ou de force, les compagnies pétrolières font la place à ces nouveaux venus pour qui l'exploitation du pétrole est le moindre souci. C'est ainsi que le bloc 17 d'Angola, dont le chef de file est Elf, a vu l'attribution de 15% à Prodev, la société d'un homme d'affaire syrien résidant en Suisse, et que le bloc 33 dont le chef de file est Exxon a été attribué pour 10% à Falcon oil. Pierre Falcone, dirigeant cette dernière, est un des plus gros exportateurs d'armes au monde, il a déjà été convaincu d'exportation illégale de matériel sophistiqué vers la Serbie et a fait l'objet de la plus grosse amende fiscale appliquée en France, après une imposante perquisition dans ses bureaux parisiens où ont été découverts de nombreux fichiers de vente d'armes et des structures immobilières logées dans des paradis fiscaux. Nul doute que Prodev et Falcon oil, comme bien d'autres, devenus propriétaires de tankers de brut, saurons mettre leur nouveau pactole au service de l'intérêt général et du bien être des peuples.

Last but not least, j'évoquerais pour finir une affaire qui peut coûter cher à deux sociétés françaises. Il s'agit du **fonds vautour Kensington (USA)** qui prospecte l'Afrique à la recherche de placements juteux, qui s'est intéressé au Congo, et qui accuse les compagnies BNP et Total de pillage et de blanchiment de l'argent du pétrole congolais. Ces deux sociétés ne savaient-elles pas que le monopole françafricain au Congo était terminé ? En tout état de cause le risque financier est considérable pour BNP et Total puisqu'il pourrait être de 1 milliard de dollars (somme avoisinant celle qu'a dû payer le Crédit Lyonnais dans la récente affaire Executive Live). C'est pourquoi un député vient de déposer discrètement une loi début Août 2007 sur le bureau de l'assemblée nationale française en vue de rendre non exécutable en France les décisions prises à l'étranger en faveur d'un fonds vautour !

## Conclusion

Les conséquences d'une économie pirate sont connues : l'argent s'en va et le développement local est stoppé, voire impossible. Quelques chiffres édifiants viennent d'être publiés à cet égard. Un rapport de la CNUCED fait un parallèle entre la dette africaine qui s'élevait en 2004 à 215 milliards de dollars et la somme de 400 milliards qui serait partie, hors économie formelle, de ces mêmes territoires de 1991 à 2003. Un récent rapport de la Banque Mondiale affirme de son côté que 30 milliards de dollars de pots de vin versés en Afrique chaque année sont détournés vers la Suisse et le Royaume Uni, ce qui équivaut à 40% de l'aide publique au développement (APD) octroyée chaque année à l'Afrique. Il précise par ailleurs que si dans les pays en développement les recettes fiscales représentent normalement 40% du PIB, ce ratio tombe à 10% dans les pays africains riches les plus soumis aux tensions corruptrices. L'argent des richesses africaines s'en va et des boulevards sont ouverts pour cela. Voyez le schéma concocté pour un client par le premier groupe financier du monde, City Group. Il s'agit des 11 comptes d'Omar Bongo, président du Gabon ; ils sont situés dans 11 pays différents dont 8 sont des paradis fiscaux et judiciaires, et sur lesquels transitent plus de 100 millions d'euros par an.

La mondialisation est inexorable, le village-monde ou la Terre-Patrie deviennent des réalités, mais la globalisation actuelle, avec son cortège de dérégulations généralisées, de privatisations massives et de paradis diaboliques, donne aussi sa chance à l'économie mafieuse de se développer. Dans une Afrique déjà fragilisée par des siècles d'esclavage, de colonisation et d'exploitation néocoloniale, la mondialisation actuelle tend à favoriser les prédateurs/corrupteurs d'un côté et les clans corrompus de l'autre. C'est donc tout naturellement en Afrique, continent riche mais fragile, que la grande bagarre a commencé entre l'économie légale et l'économie pirate. L'issue demeure incertaine...

C'était cela le message de cette conférence, merci pour votre écoute.

## INTERVENTION DE SAMUËL FOUTOYET

Depuis l'élection de Nicolas Sarkozy, assistons-nous à une rupture ou une continuité avec ce qu'on appelle la *Françafrique*, c'est-à-dire, comme André Fine l'a expliqué, le soutien à des dictatures, le pillage des matières premières, l'ingérence de l'Armée française, le clientélisme, le trafic d'armes, etc. ?

Pendant la campagne présidentielle, Nicolas Sarkozy a tenu des propos virulents contre la politique africaine de Jacques Chirac, affirmant par exemple : « *Il nous faut débarrasser [la relation France-Afrique] des réseaux d'un autre temps, des émissaires officieux qui n'ont d'autre mandat que celui qu'ils s'inventent. Le fonctionnement normal des institutions politiques et diplomatiques doit prévaloir sur les circuits officieux qui ont fait tant de mal par le passé. Il faut définitivement tourner la page des complaisances, des secrets et des ambiguïtés.[...] le bonheur des Africains ne passe pas par des formes de gouvernement tyranniques, des pratiques politiques arbitraires ou des institutions délabrées.* » (Discours de Nicolas Sarkozy au Bénin, 19/05/2006)

Ces promesses de "rupture" avec la Françafrique côtoyaient cependant des déclarations contradictoires. Bien que fustigeant la Françafrique, Nicolas Sarkozy jugeait la politique africaine de la France exemplaire : « *Je crois pouvoir dire qu'aucun pays du Nord ne porte autant d'attention à l'Afrique que la France. Aucune nation n'a autant à cœur la stabilité, le développement, la réussite des pays du continent africain.* » (Discours au Bénin, 19/05/06) Il niait la prédation des richesses africaines : « *Il faut cesser de répéter que la France est présente en Afrique pour piller ses ressources car, à tout bien peser, c'est vrai, nous n'avons pas économiquement besoin de l'Afrique.* » (Interview dans *Jeune Afrique*, 05/11/06) Pas besoin d'uranium pour Areva, de pétrole pour Total, de bois pour Rougier et Bolloré ? Dans un autre discours, Nicolas Sarkozy parlait pourtant de l'Afrique comme un continent à "conquérir" : « *L'Amérique et la Chine ont déjà commencé la conquête de l'Afrique. Jusqu'à quand l'Europe attendra-t-elle pour construire l'Afrique de demain ? Pendant que l'Europe hésite, les autres avancent.* » (Meeting de Toulon, 07/02/07)

Au final, le candidat Nicolas Sarkozy a présenté l'action de la France en Afrique comme globalement positive, tout comme la colonisation française en Afrique et l'action de la France au Rwanda.

Plus inquiétant, Nicolas Sarkozy entretenait des relations avec plusieurs dictateurs avant son élection. Selon *La lettre du continent*, une publication essentiellement destinée aux diplomates et aux industriels opérant en Afrique<sup>1</sup>, Nicolas Sarkozy a rencontré au moins sept fois Omar Bongo depuis 2004, la plupart du temps dans l'hôtel particulier parisien du dirigeant gabonais. Nicolas Sarkozy affichait également son amitié avec Denis Sassou N'Guesso, le chef d'Etat du Congo-Brazzaville (parvenu au pouvoir par un coup d'Etat soutenu par Elf), ou encore la monarchie marocaine de Mohammed VI.

Et depuis l'élection de Nicolas Sarkozy, quelle est la situation ?

---

1 L'abonnement à la *Lettre du Continent* est de 700 euros à l'année (cf. <http://www.africaintelligence.fr>)

6 mois, c'est un peu court pour tirer un bilan de la politique africaine de la France. Néanmoins nous constatons les faits suivants : quelques semaines après son élection, Nicolas Sarkozy recevait à l'Elysée Omar Bongo, à la tête du Gabon depuis 1967. De quoi confirmer les prévisions de ce "doyen de la Françafrique" qui, quelques mois plus tôt, déclarait : « Avec Nicolas Sarkozy, il y a une différence parce qu'on est amis. Si demain il me renie parce qu'il est président, je lui dirai: "ce n'est pas sérieux Nicolas". [...] Je crois que le fondement même de la Françafrique restera, quitte à l'améliorer. » (Le Nouvel Observateur, 18/02/07). Le nouveau président français a également reçu les dictateurs Idriss Déby (Tchad), Denis Sassou Nguesso (Congo-B) et Paul Biya (Cameroun). En déplacement à Tunis, il a affirmé que le "président" Ben Ali, au pouvoir depuis 1987, « est en cheminement vers la démocratie. » En Lybie, il a signé des accords de coopération militaires et nucléaires avec le colonel Kadhafi, dirigeant le pays depuis 1970.

En nommant Bernard Kouchner ministre des affaires étrangères et d'autres transfuges du parti socialiste au secrétaire d'Etat à la coopération, Nicolas Sarkozy a cependant pris soin de brouiller les pistes. Il a également promis de ne pas entraver l'enquête de la Justice française concernant l'affaire Borrel, ce juge assassiné en 1995 à Djibouti. Dans le même temps, lors de sa tournée africaine de juillet 2007, le nouveau président était accompagné de Jean-Charles Marchiani, ex bras droit de Charles Pasqua, impliqué dans plusieurs affaires françaises. Le 27 septembre dernier, Nicolas Sarkozy décernait la Légion d'Honneur à l'avocat Robert Bourgi, conseiller personnel d'Omar Bongo et ancien bras droit de Jacques Foccart, tout en saluant la mémoire de Jacques Foccart, principal architecte de la Françafrique.

Cette continuité transparaît également dans les positions de Nicolas Sarkozy vis-à-vis du colonialisme. A plusieurs reprises pendant la campagne présidentielle, Nicolas Sarkozy a présenté sa vision de la colonisation française. Pour résumer ses propos :

- La colonisation française a certes produit le pire, mais aussi le meilleur.
- Nous devons être fiers de la France et ne pas noircir son passé.
- La colonisation française n'est pas responsable de la misère, des guerres et des dictatures en Afrique. Celles-ci sont, avant tout, le fait des Africains eux-mêmes.

Le 26 juillet 2007, le nouveau Président confirmait cette position lors d'un discours à Dakar, devant un parterre d'universitaires triés sur le volet. Ce discours a suscité de vives réactions en Afrique puis en France. En voici quelques extraits pour clore cette conférence : « *J'aime l'Afrique, je respecte et j'aime les Africains [...] Jeunes d'Afrique, je ne suis pas venu vous parler de repentance. Je suis venu vous dire que je ressens la traite et l'esclavage comme des crimes envers l'humanité. [...] Le colonisateur est venu, il a pris, il s'est servi, il a exploité, il a pillé des ressources, des richesses qui ne lui appartenaient pas. Il a dépouillé le colonisé de sa personnalité, de sa liberté, de sa terre, du fruit de son travail. Il a pris mais je veux dire avec respect qu'il a aussi donné. Il a construit des ponts, des routes, des hôpitaux, des dispensaires, des écoles. Il a rendu féconde des terres vierges, il a donné sa peine, son travail, son savoir. [...] La colonisation n'est pas responsable de toutes les difficultés actuelles de l'Afrique. Elle n'est pas responsable des guerres sanglantes que se font les Africains entre eux. Elle n'est pas responsable des génocides. Elle n'est pas responsable des dictateurs. Elle n'est pas responsable du fanatisme. Elle n'est pas responsable de la corruption, de la prévarication. Elle n'est pas responsable des gaspillages et de la pollution. [...] Le drame de l'Afrique, c'est que l'homme africain n'est pas assez entré dans l'histoire. Le paysan africain, qui depuis des millénaires, vit avec les saisons, dont l'idéal de vie est d'être en harmonie avec la nature, ne connaît que l'éternel recommencement du temps rythmé par la répétition sans fin des mêmes gestes et des mêmes paroles. Dans cet imaginaire où tout recommence toujours, il n'y a de place ni pour l'aventure humaine, ni pour l'idée de progrès. [...] Jamais l'homme ne s'élance vers l'avenir. Jamais il ne lui vient à l'idée de sortir de la répétition pour s'inventer un destin. Le problème de l'Afrique et permettez à un ami de l'Afrique de le dire, il est là. [...] La civilisation musulmane, la chrétienté, la colonisation, au-delà des crimes et des fautes qui furent commises en leur nom et qui ne sont pas excusables, ont ouvert les coeurs et les mentalités africaines à l'universel et à l'histoire. [...] Jeunesse africaine, vous voulez la démocratie, vous voulez la liberté, vous voulez la justice, vous voulez le Droit ? C'est à vous d'en décider. La France ne décidera pas à votre place. Mais si vous choisissez la démocratie, la liberté, la justice et le Droit, alors la France s'associera à vous pour les construire. »*

De tels propos racistes sont inacceptables.

Pour le reste, Nicolas Sarkozy n'a pas supprimé la cellule africaine de l'Elysée, il n'a pas démantelé les bases militaires française en Afrique, la France maintient des relations politiques fortes avec des dictatures au Gabon, au Congo-Brazza, au Togo, au Tchad. Rupture ou continuité, je vous laisse conclure vous-même. La Françafrique est avant tout un système politique et économique constitutif de la Vème République française, au coeur de l'Etat français au même titre que l'armement nucléaire et le dispositif pétrolier français.

## **POUR ALLER (BEAUCOUP) PLUS LOIN**

*La Françafrique*, François-Xavier Verschave, Stock, 1998  
*Noir Silence*, François-Xavier Verschave, Les arènes, 2000  
*L'envers de la dette*, François-Xavier Verschave, Agone, 2001  
*Du racisme français*, Odile Tobner-Biyidi, Les arènes, 2007  
[www.survie-media.info](http://www.survie-media.info) : documents audiovisuels sur la Françafrique